



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

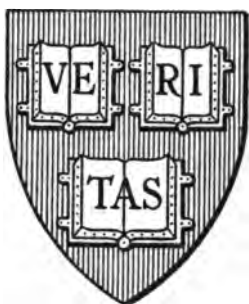
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Educ 1018.260.30



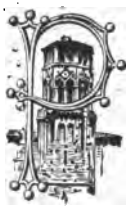
HARVARD
COLLEGE
LIBRARY

B. PAUMÈS

CAHORS CONTRE MONTAUBAN

UN-« INSTITUT » PROMIS A CAHORS (1792)

(Extrait de la *Revue des Pyrénées*, 1907.)



TOULOUSE

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE ÉDOUARD PRIVAT

Librairie de l'Université

14, RUE DES ARTS (SQUARE DU MUSÉE)

—
1907

Educ 1018 612-3

HARVARD COLLEGE LIBRARY
FROM THE AULARD COLLECTION
GIVEN IN MEMORY OF
ARCHIBALD CARY COOLIDGE
OCTOBER 10, 1932

CAHORS CONTRE MONTAUBAN

UN « INSTITUT » PROMIS A CAHORS (1792)

L'Université de Cahors fut supprimée en 1751. La déchéance des Jésuites, puis leur suppression, faillit entraîner la disparition du collège. A deux reprises, dans un temps si court, la petite capitale du Quercy se voyait en danger de perdre tout ce qui faisait son renom, son animation et sa vie, les écoliers et les écoles. Elle risquait de tomber au rang d'une bourgade obscure. Nous avons conté qu'elle ne s'était point résignée. Elle avait courageusement combattu pour ses traditions scolaires et elle avait gardé son collège¹.

Mais, depuis, nos compatriotes étaient devenus attentifs à tous les plans d'organisation pédagogique. En 1780, M^{sr} Nicolai, leur évêque, avait donné une réponse judicieuse et copieuse au questionnaire envoyé dans ce but par l'assemblée du clergé de France². En mars 1789, les trois ordres de la province réclamèrent, dans leurs cahiers, le rétablissement de l'Université, le rappel des Jésuites ou la formation d'un corps enseignant exclusivement dévoué à la jeunesse; enfin, une école militaire.

Les premières mesures de la Révolution renouvelèrent l'inquiétude. Cahors serait-il oublié dans la distribution des institutions pédagogiques projetées? Nos administrateurs furent

1. Voir B. Paumès, *Le Collège royal et les origines du Lycée de Cahors*. Girma et Brassac, Cahors, 1907.

2. Arch. dép., D, 10.

enflammés d'une ardeur vraiment filiale pour défendre les droits séculaires de leur ville. Ce sont leurs démarches que nous voudrions conter. Elles furent pressantes, obstinées, après même, d'abord parce qu'il s'agissait de conserver à la petite ville le seul établissement qui lui donnât honneur et profit, ensuite parce qu'il fallait lutter contre Montauban, la ville rivale qui, de par la volonté des derniers rois absolus, avait découronné Cahors. Dans cette querelle s'opposèrent deux politiques et deux hommes d'énergie dissemblable : le Feuillant Ramel (Jean-Pierre), le Jacobin Jean Bon Saint-André. Et de là vint peut-être ou s'aviva la haine dont ce dernier devait poursuivre notre infortuné compatriote.

Dès que fut connue l'abolition des dîmes d'où notre collège tirait les plus claires ressources, le Conseil général de la commune, dans une pétition à l'Assemblée nationale et au Roi, exposa (6 avril 1790) les traditions scolaires de la ville, les ressources qu'elle possédait pour rester « un Temple des arts et des sciences ». On invoquait Marot, Cujas, Fénelon, et pour mieux émouvoir, nos officiers municipaux, qui connaissaient leur histoire, rappelaient, avec la brillante boursouffure de leur temps, la lutte des anciens Cadurques, le loyalisme de Cahors envers Jean le Bon contre les Anglais vainqueurs et envers Henri III contre le Béarnais protestant, en guerre contre son suzerain¹.

Cette supplique ne toucha point. La Constituante ne discuta même pas le projet d'instruction publique qu'elle avait chargé Talleyrand de préparer. La Législative le reprit. Le 14 octobre 1791, elle nomma un Comité. C'est à celui-ci que Condorcet, le 20 avril 1792, soumit son rapport remarquable, dont tous les législateurs, dans la suite, devaient s'inspirer.

On sait que, pour l'enseignement secondaire, ce philosophe instituait cent dix Instituts, dont un au moins par département.

1. Procès-verbaux extraordinaires (17 février 1790-1792, reg.). — Baudus, maire; Ramel père, proc. ~~du roi~~. *Judic*

Cahors reprit alors ses réclamations. Déjà un professeur de son collège, Rouziès, avait soumis à l'Assemblée un plan d'études dont je n'ai pas trouvé trace. Il avait écrit à Pétion pour s'informer des projets nouveaux et particulièrement du sort qui lui serait fait. Sa lettre fut lue au Comité le 7 avril, et l'on répondit que l'on allait s'occuper de cette affaire. En effet, le 2 mai, le Comité décidait un institut à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde), un autre à Villefranche-du-Rouergue, un troisième à Montauban. Cahors et Rodez étaient sacrifiés¹.

Cette décision n'était pas définitive. Cahors n'hésita plus. Le 28 mai 1792, le Conseil général accepta l'offre que lui firent quatre citoyens de se rendre à Paris et « gratuitement », sauf, c'était justice, les frais de séjour et de voyage. Ces quatre citoyens étaient : Ramel (Henry), curé constitutionnel de Saint-Barthélemy ; Sallèles, maire ; Oulié, principal ; Rouziès, maître de la pension du collège. Ils devaient joindre leurs efforts à ceux du député de Cahors à la Législative, Jean-Pierre Ramel, et des autres députés du Lot, qui s'intéressaient aux besoins du chef-lieu.

Ramel (Henry) partit le premier, en compagnie d'Oulié. Celui-ci revint pour chercher les documents qu'exigeait le Comité. Et il repartit, emmenant Rouziès et Sallèles. Tous étaient à Paris le 30 juin². A cette date, le Comité, nous l'avons vu, avait fixé à Montauban le nouvel institut. Mais, sur les instances des deux Ramel et d'Oulié, il avait rapporté sa décision. Une deuxième fois, le rapporteur avait choisi Montauban, alors « qu'avant la rédaction de son rapport, on avait statué de le placer (l'Institut) à Cahors ».

Ces revirements étaient dus aux instances infatigables de Jean Bon Saint-André, député extraordinaire de Montauban.

Cette ville, « petite » par rapport à Cahors, en 1658, devait

1. Procès-verbaux du Comité d'I. P. — Guillaume.

2. Les lettres de ces députés sont aux archives municipales. J'en fais état dans ce récit. Elles sont curieuses aussi pour l'histoire générale, car certains événements de Paris y sont racontés, par exemple la journée du 20 juin 1792.

son extension au gouvernement de Louis XIII et de Louis XIV. La Révolution lui enlevait son importance officielle. Elle n'avait pas pu devenir chef-lieu du nouveau département. Elle était rabaissée au rang de district, bien que plus peuplée et plus active que Cahors.

De cette déchéance, les Montalbanais gardaient un profond ressentiment. Ils en rendaient responsables les partisans du régime nouveau, surtout les protestants. D'où l'événement contre-révolutionnaire du 10 mai 1790. Or, les « patriotes », vaincus ce jour-là, avaient relevé la tête et chez eux avait germé un désir de représailles.

Dès septembre 1790, ils forment un club où les protestants dominent. Leur pasteur, Jean Bon, y acquiert bientôt une grande influence. Ses auditeurs, qui ne séparent pas en lui l'homme politique du pasteur, lui donnent toute leur confiance. Or, Jean Bon leur parle au club comme au prêche, et toujours avec cette exigence impitoyable du calviniste croyant qu'aucun sentiment ne fléchit, qu'une objection irrite. Lui, n'a rien oublié. Il se souvient des tracasseries dont il a été victime en 1780, à Castres, de la part des catholiques et du comte de Périgord¹. Fraîche est sa rancune contre un régime qui a confiné ceux de sa religion loin des fonctions publiques. Or, l'ambition du pouvoir, chère aux méridionaux, fut ardente chez les protestants et d'autant plus vive qu'ils en avaient depuis longtemps été sevrés; car, dans leurs communautés, jalousement surveillées, ils s'étaient exercés à la discussion et à la pratique des affaires.

Jean Bon, le 24 juin 1791, avait été élu président du club. Dès lors, les modérés, au lieu de se ressaisir et de résister, s'étaient découragés. Ils s'éloignèrent, pensant, comme toujours leurs pareils, que leurs adversaires finiraient dans le ridicule par leur exagération outrancière.

Le nouveau président « écrit à l'Assemblée nationale, aux Jacobins, aux Feuillants ». Il espère tirer de cette notoriété son

1. Voir Lévy-Schneider, II, 2, 3, 32, *Jean Bon Saint-André*.

élection à la Législative. Mais Ramel, le procureur syndic du département, est choisi à sa place¹.

Or, Ramel était aussi influent au chef-lieu que son rival malheureux l'était à Montauban. Il avait pour lui, en outre, qu'il était le boute-en-train de la première heure. Tout le département savait sa résolution et son courage. Néanmoins, Jean Bon fut aigri, et d'autant plus profondément qu'il voyait sa politique condamnée et la direction du département conservée à Cahors.

Il ne perdit rien de son influence au club. Le 30 octobre, il est élu procureur-syndic de la Commune. Il n'accepte pas. Le 13 novembre, il parvient à faire entrer au Conseil général une majorité calviniste, dont il est².

Il est alors envoyé à Paris pour demander aux Comités de l'Assemblée des éclaircissements à propos de l'application dans sa ville des nouvelles lois. On sait, en effet, que la Constituante avait désarmé le pouvoir central et abandonné l'édification du nouveau régime à l'inspiration incertaine des administrations locales, la plupart sans cohésion et sans expérience, le plus souvent divisées, quelquefois ennemies.

Jean Bon vit ses amis les Jacobins et ses coreligionnaires du Consistoire. Il parla de sa mission aux députés, le 13 avril. Comptant sur l'appui des Girondins, il demanda, pour sa ville, le deuxième établissement d'enseignement supérieur que le Comité voulait établir dans le Sud-Ouest. Bordeaux avait déjà le premier, et Toulouse obtint le second. Jean Bon réclama alors l'Institut. Nous savons qu'il lui fut deux fois promis.

Tel était l'adversaire que rencontrait Cahors.

1. Ramel était allé à Paris « pour faire affilier au club des Jacobins » la Société populaire de Cahors. Il y était allé une première fois, en mars 1787, et je crois pouvoir affirmer qu'il y avait vu des personnages qui étaient au courant des mouvements précurseurs de la Révolution. (Pièces inédites aux Archives municipales.)

2. Modérés et Feuillants s'étaient imprudemment abstenus. Sur près de 3.000 inscrits, 328 votent; Jean Bon n'a que 128 voix, et le dernier notable est élu par 33 voix. Une minorité bruyante triomphait par l'indifférence ou la peur de la majorité.

Le Montalbanais était fougueux et rancunier; car il était le vaincu des élections législatives. Quelle ne serait pas sa revanche s'il pouvait maintenant l'emporter? Il demanda du renfort. Sa ville lui envoie MM. Fondres et Senilh¹, le député suppléant. Et il assiège Romme, le rapporteur, qui tient tête au Comité tout entier disposé pour Cahors.

Nos députés s'acharnent de leur côté. « Plus le nombre des Montalbanais croît, plus nos espérances augmentent », écrit Ramel (Henry), et il demande qu'on lui envoie « le vœu des districts et des chefs-lieux de canton ». La Commune envoie un mémoire où elle rappelle ses anciens établissements scolaires et toutes les diminutions administratives dont l'insulta l'ancien régime. Ce mémoire est porté à Vergniaud. Jean Bon y réplique. Le Directoire du département transmet la volonté des districts et des cantons. Il y a presque unanimité pour le chef-lieu. Même Caylus, Puylaroque, Montpezat, le district de Lauzerte et la municipalité de Moissac abandonnent Montauban, dont cependant ils sont plus voisins².

Cet arrêté faillit arriver trop tard.

Sallèles écrivait (14 juin) : « Notre affaire est ajournée pour demain et jours suivants... Si, dans deux jours, les vœux des communes du département, avec l'avis du Directoire, ne nous parviennent point, ce sera trop tard... et, par ce défaut, nous allons courir les plus grands dangers... Nous avons à combattre un homme qui extravague et qui, secondé par d'autres citoyens de Montauban, ne cesse de solliciter et d'employer des moyens qui les couvriront un jour d'opprobre et d'ignominie. »

1. « La moitié des habitants de cette ville s'est changée ici. » (Lettre de H. Ramel, 23 mai 1792.)

2. Le Directoire invoquait : la cherté des vivres à Montauban, — le voisinage de Toulouse, qui, à cause de son « Lycée », attirerait les enfants fortunés; — Montauban est une ville de commerce, elle n'a ni le repos ni le calme nécessaire aux sciences et aux arts; — le collège de Montauban n'a jamais été prospère, il n'y a point de bâtiment assez vaste pour y loger l'institut; or, à Cahors, l'Université fut toujours brillante. (12 juin; reg. non classé; Cavaignac, — Armand, — Bouygues, — Yzarn.)

Et le lendemain, Rouziès continuait : « Nous avons affaire à des adversaires très subtils et très entreprenants. »

Et il énumère les raisons des partisans de Montauban :

« C'est sa population et celle du pays qui l'environne. Cahors a eu de tout temps l'avantage du côté du latin; mais il ne doit plus être question de latin dans le nouveau plan d'instruction, où il s'agit, au contraire, de former les jeunes gens aux arts, au commerce, et, de ce côté-là, Montauban l'emporte sur Cahors. Ils ajoutent encore que, le sol de Montauban étant plus riant, l'horizon plus découvert, la conception des jeunes gens doit mieux se développer dans ce climat que dans celui de Cahors. Enfin, le député de Montauban ne fait pas de difficulté de mettre en avant des motifs de religion. Ils prétendent que l'établissement des études à Montauban favoriserait la réunion des deux cultes. Nous sommes étonnés qu'ils touchent cette matière sur laquelle nous avons jugé à propos de garder le plus profond silence, par respect pour les opinions d'autrui; mais vous sentez, Messieurs, combien peu les habitants de nos contrées seraient portés à envoyer leurs enfants dans des écoles tenues par des protestants, quoique le dogme ne doive pas être enseigné dans les classes. Malgré la discrétion que nous nous sommes imposée, en fait de religion, nous ne manquerons pas de raisonner sur cela avec ceux qui sont faits pour nous entendre.

« Il ne sera pas aisé de réfuter les autres motifs de préférence qu'on allègue en faveur de Montauban. Il est certain que, quoique le climat de Montauban soit plus riant que le nôtre, on ne doit pas en conclure qu'il est plus favorable à l'esprit et à la raison. »

Rouziès espère pouvoir persuader tous les membres du Comité. Il compte « sur la grande majorité de la députation du Lot et surtout sur M. Ramel, qui, comme de raison, se fait une affaire capitale du succès ». Et, « au nom de Dieu », qu'on lui envoie les délibérations des communes et un avis du département « bien pressant et bien motivé ».

Toutes ces pièces arrivèrent un ou deux jours avant le

20 juin. Heureusement, la séance du Comité, fixée au 15, avait été reportée au 20 à cause d'une altercation provoquée par « une variété d'opinions » entre Grangeneuve, de la Gironde, et Jounau, de la Charente-Inférieure. La journée du 20 fut occupée tout entière par la « procession civique des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau ».

Le 21, Rouziès écrit encore : « Le zèle des députés de Montauban est très actif et très ardent. M. Jean Bon n'a pas détruit les raisons de notre mémoire, en sorte que son écrit ne fera pas grande sensation. » Il croit toucher au succès. M. Lacoste-Montlauzun, qui est de Caussade, tient seul pour Montauban. M. Lassabathie, qui est de Moissac, « fait fort bien les choses ». Aussi, Rouziès se préoccupe d'obtenir « des instruments de physique, des livres, des échantillons pour l'histoire naturelle. M. Lacépède (un Agenais) est fort bien disposé en notre faveur ».

Le 22 juin, le Comité se réunit. Tous les représentants du Lot, sauf Lacoste et nos quatre Cadurciens, parurent à la séance. Ils ne purent briser la résistance de Romme, qui, « guidé par l'ambition du sieur Jean Bon, tendait à faire placer deux Instituts dans le département, dont l'un à Montauban et l'autre à Figeac ». L'on trouva « cette idée absurde et du tout réfléchie », d'ailleurs contraire aux désirs des populations. Romme céda pour Cahors, mais à condition que Montauban serait aussi pourvu¹.

La décision fut ajournée. L'on décida d'entendre de nouveau les Montalbanais. Nos Cadurciens veulent rester jusqu'au bout « afin que le sieur Jean Bon ne puisse plus user d'aucune surprise ». Et Romme espérant les lasser, et résolument attaché à Jean Bon, exige un surcroît de raisons. Il veut un état de population distinct et séparé par communes. Sallèles le réclame à la municipalité.

Nos Cadurciens redevenaient inquiets. Et Jean Bon se repre-

1. Guillaume, Procès-verbaux. — La députation du Lot vient demander l'institut pour Cahors. Romme fait adopter l'ajournement.

nait à faire valoir les droits de sa ville. Sans doute, il reconnaissait que son collège était désert¹; mais Montauban n'avait-elle pas eu aussi une célèbre Université? Il entendait parler non de l'Académie de Montauban², mais d'une Université qui avait été transférée à Puylaurens, petite ville du Languedoc. Rouziès n'en a jamais entendu parler. C'était à ses yeux, sans doute, « quelque école borgne établie par les protestants à l'insu du gouvernement et qu'on aura dispersée ». Il demande à ses compatriotes quelque éclaircissement sur cette prétendue Université.

L'affaire traîne. Oulié s'efforce de rassurer ses commettants. Viennent alors de graves affaires et de « fâcheuses circonstances ». Le ministère girondin est renvoyé. La Fayette quitte l'armée et vient soutenir le roi. Luckner recule sur l'Escaut et les Prussiens se massent entre Coblenz et Trèves. La lecture du projet de décret sur l'instruction publique est retardée deux fois. Heureusement, Jean Bon est rappelé. A n'écouter que nos compatriotes, « il s'était attiré l'indignation des siens à cause des espérances dont il les avait bernés jusqu'à ce moment... » Mais nos Cadurciens restèrent.

Le 25 juillet, le Comité choisit définitivement Cahors.

1. Le collège de Montauban n'était pas très prospère, à la fin du dix-huitième siècle. Le 3 juin 1778, Camichel, subdélégué, écrivait à l'intendant :

« On ne peut dissimuler que l'établissement du collège est de la plus grande inutilité pour l'instruction de la jeunesse, et cela par le défaut des personnages qui le tiennent. Le principal et les six professeurs sont indépendants. Ils vivent chacun en particulier et sans aucune subordination. Ils sont détournés, trois fois par jour, par des services de chœur... S'ils sont absents par maladie, la classe vaque, ou elle est fondue dans une autre classe... Aucune règle d'enseignement. Chaque professeur dirige à son idée. On désirerait un bon collège. » — Le 19 février 1785 : « Depuis deux ans, on a été obligé de suspendre le professeur de philosophie pour quelque temps, faute de ressources. » — Le collège avait 7,000 l. t. de revenus, et le roi donnait annuellement 2,225 l. t. — C. 1273.

2. Elle existe encore. Elle datait du dix-septième siècle. Le Franc de Pompignan en avait été, au dix-huitième siècle, le plus brillant ornement. Elle se reforma en 1800. Le premier préfet du Lot, Bailly, ci-devant oratorien et professeur à Juilly, en présida les séances solennelles.

Jean-Pierre Ramel annonça la bonne nouvelle, et, dans une lettre rédigée par l'un d'eux, nos députés extraordinaires contèrent tous les incidents de cette suprême séance¹.

« Le 25 du courant, mercredi, à huit heures du soir, le Comité s'assembla. La séance dura jusqu'à onze; l'affaire y fut discutée à fond, sur la remise des pièces de toutes parties, ainsi que sur leurs raisons respectives. D'après elles, un, le rapporteur, inclinant toujours pour les intérêts de Montauban, forcé néanmoins de ne point s'en écarter dans son rapport comme parfaitement connu de tous les autres membres, il ne put disconvenir de la justice de la demande de presque l'entier département et des citoyens de la ville de Cahors.

« Cependant, comme il s'aperçut que les membres du Comité étaient généralement portés pour nous, comme ayant été surpris sur le premier projet, il proposa d'ajourner la question, voulant par là la proroger jusqu'à la discussion générale de l'Assemblée nationale. Mais M. le Président, voyant la disposition du Bureau de vider la question de suite, après les vœux que nous lui avions témoignés par nos sollicitations, proposa de décider sans désespérer; la question passa d'arrêtée... puis il proposa dans quelle ville du Lot il était expédient de placer ledit Institut, à supposer qu'il n'y en eût qu'un seul.

« Alors, un, le rapporteur, prit la parole, pérorait pendant une heure sans se fixer sur aucune des deux villes de Montauban et de Cahors; mais il représentait les avantages et les inconvénients qui en résulteraient de part et d'autre, faisant valoir beaucoup la population et les protestants de Montauban. Il laissa à l'Assemblée à se fixer. Sur quoi, M. le Président recueillit les suffrages motivés des autres membres au nombre d'une vingtaine, sur les vingt quatre dont le Bureau était composé. Ils furent tous pour la ville de Cahors.

« Que fit alors M. le Rapporteur? Voulant seconder les vues

1. Nous donnons ici cette lettre. Le procès-verbal, dans Guillaume, est très court. La lettre confirme le mauvais vouloir de Romme à l'égard de Cahors.

des députés de Montauban, il se retourna à proposer que la population du département du Lot exigeait un second Institut; il convenait de le placer à Montauban. Il en démontra, autant qu'il fut en son pouvoir, la nécessité.

« M. le Président ayant remis aux voix sa proposition, elle fut rejetée unanimement. Conséquemment, il fut décidé qu'il n'y aurait qu'un Institut dans le département, fixé dans la ville de Cahors.

« Quoique cet arrêté, Messieurs, qui a été pris et couché sur les registres du Comité, ne fasse point une loi, nous avons néanmoins lieu d'espérer que l'Assemblée nationale n'y retouchera pas lors du décret définitif, comme ayant été rendu en connaissance de cause et contradictoirement sur les pièces et raisons de toutes parties, et notamment sur les vœux de presque tous les Institués, motif principal qui a déterminé le Comité. »

Ainsi, Cahors était choisi. Les droits de notre ville à rester un centre scolaire étaient reconnus. Ils ne furent donc jamais prescrits.

La cause était d'ailleurs fort juste. Elle était conforme à l'intérêt de la région. On s'explique l'entêtement de Jean Bon. Ce n'était point seulement une simple susceptibilité d'amour-propre, mais l'effet d'une intolérance qui est naturelle aux minorités, hier comprimées, aujourd'hui délivrées. La longue habitude de se serrer pour résister ne se perd point. Le jour où l'oppression tombe, les opprimés, loin d'être convertis au sentiment qui les délivre, restent toujours compacts et méfiants. A leur tour, ils veulent dominer et soumettre. Jean Bon voulait élever Montauban aux dépens de Cahors, qu'il n'aimait point. Les deux villes avaient été rivales. La Réforme avait aiguisé cette rivalité et ensuite les mesures administratives de Richelieu, toutes favorables à la ville huguenote. Et Cahors, loyaliste, restait catholique. A ce moment même, Cahors était constitutionnelle¹; bientôt elle sera girondine. Or, Jean Bon était déjà tout

1. Ramel était attaché à la Constitution de 1791. Il en voulait une

à fait jacobin. L'esprit de parti, et aussi la haine, lui avaient fait oublier, en cette circonstance, le souci de la justice et même le bon sens.

Malgré cette décision formelle et unanime, nos Cadurciens craignaient un revirement. Sallèles, Rouziès, Oulié quittèrent Paris le 29 juillet. Le ministre Roland leur avait promis de compenser les dîmes supprimées par une partie du crédit déjà voté à cet effet. Mais Henri Ramel resta « en vedette pendant quelques semaines ». Il revint avant le 13 août.

Cette querelle est l'explication de la haine que Jean Bon voua dès lors à Ramel. L'on sait que les élections à la Convention se firent à Montauban, en application sans doute de la loi du 18 octobre 1790, mais malgré les députés de Cahors, qui auraient voulu obtenir une dérogation à la règle. Et cette dérogation avait des précédents. A Montauban, Jean Bon provoqua une manifestation de la garde nationale et des « Amis de la Constitution, de la Liberté et de l'Egalité ». On accusa les députés du Lot d'être des Feuillants. Le 3 septembre, un affidé de Jean Bon proposa le vote à haute voix. Malgré tous ces procédés d'intimidation, Jean Bon ne fut élu que le 7 septembre et le quatrième. Sallèles avait été choisi avant lui. Dans ces divers scrutins, il ne fut pas question de Ramel. Il n'est point hasardeux de dire que nos Cadurciens ou même les électeurs du Lot se laissèrent intimider par l'agitation de la minorité montalbanaise. Car Ramel était connu. Il était, sans doute, constitution-

application loyale, car il redoutait une seconde Révolution. Il écrivait, le 19 juin, au Département :

« Notre Constitution court un grand péril ; elle ne peut être sauvée que par la fermeté bien prononcée de ses véritables amis. On veut une seconde Révolution. Je prétends, moi, que la grande majorité de la France est d'un avis contraire, que, quand elle le voudrait, nous ne sommes pas en état de la faire. » — Et le 6 juillet : « La présence du roi à la fête du 14 juillet apportera quelque tempérament forcé à l'exaltation d'un parti dont les vues avaient une autre direction que celle du patriotisme. » (T. 951). — Et Rouziès (29 juin), parlant de la démarche de La Fayette à la Législative (28 juin) : « Il ne réussira pas à culbuter les jacobins ; du reste, l'Assemblée nationale n'est ni jacobite (?), ni royaliste ; elle est constitutionnelle, et rien que cela. »

nel; mais tous, à la commune, au district, au département, savaient qu'il n'avait point ménagé sa peine depuis les débuts de la Révolution. Son activité, son infatigable ardeur de boute-en-train lui avaient fait des ennemis. On connaissait ses sentiments contre les religieux, les prêtres réfractaires, les émigrés. Et si nous pouvions publier ses lettres, nous verrions qu'il n'avait pas, sur ces matières, le langage d'un modéré. Récemment encore, il avait montré son patriotisme. Il avait demandé à être inscrit, en qualité de soldat, parmi les volontaires dont, par un décret du 6 mai 1792, le Lot devait lever deux bataillons. « Forcé de rester à mon poste, je ne puis leur donner l'exemple. Veuillez être bien convaincus que cette privation est extrême; mais, en attendant que le temps me permette de m'associer à leur glorieuse expédition, ils voudront bien recevoir et peut-être accueillir les vœux de leur ancien camarade, du premier citoyen soldat de la ville de Cahors. Il serait bien injuste et bien malheureux pour moi qu'il y eût des coups de fusil pour mes concitoyens et que je ne partageasse pas avec eux le bonheur de les braver ou de les recevoir¹. »

Cette dernière phrase, qui sonne clair comme un couplet de la *Marseillaise*, annonce un caractère décidé, volontaire, qui ne se pliera point aux décisions d'un Comité. Ramel, en effet, ne voulait pas suivre les exigences jacobines. Il tenait toujours pour la Constitution, surtout n'admettait point la tyrannie de Paris. « Il n'était pas républicain, mais il aimait la liberté². » C'est pourquoi Jean Bon, soutenu par son club et obéissant à des rancunes personnelles, peut-être à un mot d'ordre apporté de Paris, favorisa l'élévation au pouvoir d'hommes nouveaux

1. Lettre au Conseil général de Cahors (juin 1792). — Ramel avait été l'organisateur des gardes nationales, dont il avait été élu capitaine à Cahors par acclamation.

2. C'est le mot d'un de ses neveux qui vit encore, M. Carla. Celui-ci avait vingt-trois ans quand mourut Henry Ramel, dont il a gardé un souvenir précis et affectueux. Je dois beaucoup à ce vieillard aimable et dont l'esprit n'est point engourdi.

qui n'étaient point parmi les plus courageux, ni les plus purs du département. Il serait ainsi plus fort. C'était sa revanche de son insuccès dans l'affaire de l'Institut, dont Ramel avait été l'artisan le plus résolu.

